



**Conférence des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr. générale
18 octobre 2012
Français
Original: anglais

Conseil du commerce et du développement

Cinquante-cinquième réunion directive

Genève, 3-5 juillet et 15 octobre 2012

**Rapport du Conseil du commerce et du
développement sur sa cinquante-cinquième
réunion directive**

Tenue au Palais des Nations, à Genève, du 3 au 5 juillet et le 15 octobre 2012

Introduction

1. La cinquante-cinquième réunion directive du Conseil du commerce et du développement s'est tenue au Palais des Nations, à Genève, du 3 au 5 juillet et le 15 octobre 2012. Au cours de la réunion, le Conseil a tenu quatre séances plénières. Les trois premières séances plénières ont été présidées par M. Mothae Anthony Maruping (Lesotho), Président du Conseil. La 4^e séance plénière, correspondant à la reprise de la réunion du Conseil, a été présidée par M. Jüri Seilenthal (Estonie), élu Président du Conseil à sa cinquante-neuvième session annuelle, en septembre 2012.

I. Décisions du Conseil du commerce et du développement

(Point 2 de l'ordre du jour)

2. Le Conseil a pris note du rapport sur les activités de la CNUCED en faveur de l'Afrique.

(Point 3 a) de l'ordre du jour)

3. Le Conseil a approuvé le projet d'ordre du jour provisoire de la soixante-deuxième session du Groupe de travail du cadre stratégique et du budget-programme (voir l'annexe I) devant se tenir du 3 au 5 septembre 2012. La documentation pour la réunion serait distribuée conformément à la règle des six semaines.

(Point 3 b) de l'ordre du jour)

4. À la 1^{re} séance plénière, le Conseil a pris note de la proposition du Président à l'effet que le Bureau élargi poursuive les consultations sur les thèmes et les mandats des réunions d'experts et finalise un accord sur l'ordre du jour de la quatrième session des commissions devant se tenir en novembre 2012. Une fois approuvés par le Bureau, les thèmes et les mandats des réunions d'experts seraient publiés dans un document du Conseil.

5. À la 4^e séance plénière (reprise de la réunion), le Conseil a approuvé la liste des thèmes des sessions à venir des réunions d'experts pluriannuelles et des réunions d'experts à session unique, comme suit:

- a) Réunions d'experts pluriannuelles:
 - i) Renforcer un environnement économique favorable à tous les niveaux à l'appui d'un développement équitable et durable;
 - ii) Promouvoir l'intégration et la coopération économiques;
 - iii) Commerce, services et développement;
 - iv) Transports, logistique commerciale et facilitation du commerce;
 - v) Produits de base et développement;
 - vi) Investissement, innovation et entrepreneuriat pour le renforcement des capacités productives et un développement durable;
- b) Réunions d'experts à session unique (première série):
 - i) Contribution du tourisme à un développement durable;
 - ii) Évaluer les incidences des partenariats public-privé sur le commerce et le développement dans les pays en développement;

- c) Réunions d'experts à session unique (deuxième série):
 - i) Les programmes d'intégration sociale et leurs incidences sur un développement et une croissance durables et équitables;
 - ii) Incidences des envois de fond sur le développement (thème approuvé *ad referendum*, à confirmer à une date à convenir avant fin 2012).
- 6. À la même séance (reprise de la réunion), les États membres ont demandé au secrétariat d'établir les mandats des réunions d'experts et de les soumettre au Bureau pour examen et approbation.
- 7. À la 4^e séance plénière (reprise de la réunion), le Conseil a adopté les points de fond de l'ordre du jour de la cinquième session des commissions, comme suit:
 - a) Commission de l'investissement, des entreprises et du développement:
 - i) Promotion de l'entrepreneuriat pour le renforcement des capacités productives;
 - ii) L'investissement, l'innovation et la technologie au service du développement;
 - b) Commission du commerce et du développement:
 - i) Incidences du commerce sur l'emploi et la réduction de la pauvreté;
 - ii) Tendances fondamentales des transports internationaux et incidences sur le développement.

(Point 4 de l'ordre du jour)

- 8. Le Conseil a approuvé les demandes des six organisations non gouvernementales ci-après, qui souhaitent participer aux réunions de la CNUCED en qualité d'observateurs: Association actuarielle internationale, Pain pour le prochain, Association de l'industrie de l'informatique et de la communication, International Network for Standardization of Higher Education Degrees, Chambre interaméricaine des transports et Table ronde des hommes d'affaires d'Afrique.
- 9. Le Conseil a noté que deux organisations non gouvernementales ayant le statut d'observateur auprès de la CNUCED, à savoir la Fédération internationale des producteurs agricoles et 3D – Trade – Human Rights – Equitable Economy, avaient cessé toute activité en 2010.
- 10. Il a décidé que les changements susmentionnés seraient repris dans la liste des organisations non gouvernementales dotées du statut d'observateur auprès de la CNUCED.

(Point 5 de l'ordre du jour)

- 11. Le Conseil a approuvé le projet d'ordre du jour provisoire de sa cinquante-neuvième session, devant se tenir du 17 au 28 septembre 2012 (voir l'annexe II).

II. Résumé du Président

A. Activités de la CNUCED en faveur de l'Afrique

(Point 2 de l'ordre du jour)

- 12. Ce point a été examiné en deux temps. La séance du matin a été consacrée à la présentation du rapport (TD/B/EX(55)/2), intitulé «Activités de la CNUCED en faveur de

l'Afrique», celle de l'après-midi à un débat sur le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), sur la base d'un document d'information (TD/B/EX(55)/3), intitulé «Le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique: résultats et difficultés, et le rôle de la CNUCED».

13. Lors de l'examen de ce point, ont pris la parole: M. Mothae Anthony Maruping, Président du Conseil du commerce et du développement; M. Taffere Tesfachew et M. Janvier Nkurunziza, Division de l'Afrique, des pays les moins avancés et des programmes spéciaux de la CNUCED; ainsi que les représentants des pays et groupes de pays suivants: Algérie, Angola, Chine, Éthiopie, Indonésie, Kenya, Maurice, Rwanda, Zimbabwe et Union européenne.

14. Le secrétariat a présenté le rapport sur les activités entreprises en faveur de l'Afrique et a saisi l'occasion de cette première réunion directive organisée après la treizième session de la Conférence pour brièvement exprimer ses vues sur la mise en œuvre du programme de travail relatif à l'Afrique, tel que prévu dans le Mandat de Doha. La CNUCED mettrait davantage l'accent sur la définition de priorités, une action ciblée et une approche pragmatique de l'utilisation des ressources. Une plus grande collaboration entre les divisions serait encouragée compte tenu des ressources limitées dont disposait chaque division. Les activités de la CNUCED relatives à l'Afrique bénéficieraient d'une large diffusion, et l'évaluation de leur impact serait améliorée, dans les limites des ressources disponibles.

15. Au cours du débat qui a suivi, plusieurs représentants se sont déclarés satisfaits de la qualité de l'assistance fournie à l'Afrique par la CNUCED dans ses trois grandes fonctions: recherche et analyse, formation de consensus et coopération technique. Un représentant a demandé à la CNUCED de poursuivre sa réflexion créative et novatrice sur le développement de l'Afrique, d'autant plus que la communauté internationale allait bientôt s'engager dans l'élaboration d'un programme de développement pour l'après-2015. Le cinquantième anniversaire de la CNUCED pouvait être l'occasion pour celle-ci de présenter un document d'envergure dans lequel elle proposerait des options stratégiques intégrées en matière de politique de développement pour l'après-2015. Un représentant a noté avec satisfaction qu'un certain nombre de questions soulevées par des représentants à la session de l'an dernier avaient été traitées dans le rapport de cette année.

16. Un participant a suggéré que la CNUCED organise des ateliers informels et des séances de réflexion avec les États membres en vue de contribuer à l'élaboration d'un programme pour le développement pour l'après-2015. Concernant l'Afrique, ces discussions pourraient porter sur la façon dont des mécanismes interrégionaux tels que le Nouveau Partenariat stratégique Asie-Afrique pouvaient contribuer au développement général du continent dans un contexte de coopération Sud-Sud. Il a été demandé à la CNUCED de renforcer ses partenariats avec les commissions économiques régionales et les banques régionales de développement par une participation croisée aux mécanismes intergouvernementaux des uns et des autres et l'établissement de publications conjointes, le cas échéant.

17. Une délégation a demandé au secrétariat de continuer d'améliorer sa présentation annuelle du rapport sur les activités en faveur de l'Afrique en renforçant l'aspect évaluation et analyse des incidences. Par exemple, les futurs rapports pourraient être complétés ou remplacés par une matrice indiquant clairement les activités prévues, les demandes de coopération technique et les taux d'exécution et fournissant une évaluation des incidences effectives sur les bénéficiaires et sur les objectifs de croissance durable et équitable en Afrique. D'autres thèmes pourraient être la création d'emplois, les effets des crises mondiales sur la croissance économique en Afrique, les mécanismes permettant de réduire la vulnérabilité aux chocs extérieurs, la transformation économique et une plus grande intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale.

18. Quelques participants ont recommandé que la CNUCED renforce sa collaboration avec l'Agence de planification et de coordination du NEPAD sur une diversité de questions par le biais de travaux de recherche conjoints ou par l'organisation conjointe de réunions de groupes d'experts. De nouveaux domaines de coopération entre les deux institutions devraient être envisagés.

19. Quelques représentants ont demandé au secrétariat d'aider l'Afrique à attirer des investissements étrangers directs dans des secteurs autres que celui des industries extractives. À cet égard, il était encourageant d'observer que les investissements intra-africains augmentaient, outre qu'ils étaient davantage dirigés vers des secteurs tels que le secteur manufacturier. Accroître ces investissements dans le secteur agricole contribuerait à assurer l'autosuffisance alimentaire de l'Afrique, et donc à réduire les effets dévastateurs que les crises alimentaires avaient eus sur la région ces dernières années. D'autres ont estimé que la CNUCED devrait soutenir les pays africains dans le domaine des négociations internationales et bilatérales sur l'investissement et renforcer sa coordination avec la Plate-forme africaine pour l'efficacité du développement créée en 2011 par l'Union africaine et le NEPAD.

20. Plusieurs représentants se sont félicités de la qualité et de l'actualité du *Rapport 2011 sur le développement économique en Afrique – Promouvoir le développement industriel en Afrique dans le nouvel environnement mondial*. Il était important que la CNUCED aide les pays africains à mettre en œuvre des politiques industrielles, notamment les politiques proposées dans le rapport, en vue de promouvoir le développement industriel de la région. D'autres domaines où un soutien accru de la CNUCED était recherché concernaient le développement des technologies de l'information et de la communication, le développement du secteur privé, l'édification d'États développementistes, la sécurité alimentaire, le processus d'accession à l'Organisation mondiale du commerce, et la réalisation de travaux d'analyse supplémentaires sur l'intégration économique régionale.

21. Un certain nombre de représentants ont déclaré avoir apprécié la collaboration entre la CNUCED et l'Union africaine pour l'organisation d'une Réunion des ministres africains du commerce sur la mise en œuvre du Plan d'action de l'Union africaine pour l'accélération du commerce intra-africain au cours de la treizième session de la Conférence, à Doha. Ils ont invité la CNUCED à continuer de travailler avec l'Union africaine et diverses institutions sous-régionales à l'exécution de ce plan d'action.

22. Quelques représentants ont déclaré que la CNUCED, la Commission économique pour l'Afrique et la Commission de l'Union africaine devraient coopérer beaucoup plus étroitement pour le développement de l'Afrique. La CNUCED devrait continuer de fournir une assistance technique à un plus grand nombre de pays. Des programmes tels que TrainForTrade, le Système douanier automatisé, le Système de gestion et d'analyse de la dette et Empretec s'étaient avérés extrêmement utiles aux pays bénéficiaires.

23. Le représentant de l'Union européenne a dit que celle-ci était disposée à soutenir activement les pays africains dans leurs efforts pour améliorer la gouvernance, renforcer l'émancipation économique des femmes, faciliter la transition vers une économie verte, développer le secteur privé, promouvoir la mobilisation des ressources intérieures et une réforme des régimes fiscaux, mobiliser des fonds publics et privés, y compris les envois de fonds, pour financer le développement des infrastructures, accroître la résilience aux chocs, mieux gérer la rente de ressources naturelles et promouvoir l'intégration régionale.

24. Plusieurs représentants ont déclaré que, pour améliorer encore les activités de la CNUCED en Afrique, il fallait mieux coordonner les activités d'assistance technique, intensifier les travaux d'analyse sur différentes questions concernant les crêtes tarifaires, la progressivité des droits de douane, la création de valeur ajoutée, la diversification économique et le commerce des produits de base, et intensifier les activités permettant de

transformer ces travaux d'analyse en projets pouvant avoir un impact direct sur les populations. Il faudrait en outre mener davantage d'activités de formation de consensus entre les principales parties prenantes en Afrique sur des questions telles que la productivité agricole, la sécurité énergétique et les infrastructures de transport.

25. Un représentant a déploré que l'Institut virtuel ait réduit ses activités de renforcement des capacités, estimant qu'il fallait s'efforcer d'inverser cette tendance. Des cours en ligne ne pouvaient remplacer le modèle traditionnel de formation présentielle étant donné les problèmes de connectivité numérique existant dans la plupart des pays africains.

B. Réunion-débat – Le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique: résultats et difficultés, et le rôle de la CNUCED

26. Ont participé à la réunion-débat: M. Mothae Anthony Maruping, Président du Conseil du commerce et du développement; M. Taffere Tesfachew, Directeur de la Division de l'Afrique, des pays les moins avancés et des programmes spéciaux de la CNUCED; M. Ibrahim Mayaki, Administrateur de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD; M^{me} Justina Dugbazah, Questions concernant la parité, NEPAD; M. Ousmane Djibo, Gestion durable des terres et des ressources en eau, NEPAD; M. Emmanuel Nnadozie, Directeur de la Division du développement économique et du NEPAD, Commission économique pour l'Afrique; M. Kamran Kousari, ancien Coordonnateur spécial pour l'Afrique, Division de l'Afrique, des pays les moins avancés et des programmes spéciaux de la CNUCED; ainsi que les représentants des pays suivants: Algérie, Éthiopie, Gabon, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, Rwanda, Tunisie et Zimbabwe.

27. L'orateur principal a rappelé que lorsque le NEPAD avait été lancé il y a dix ans, l'Afrique sortait de deux décennies d'un modèle de développement fondé sur des stratégies d'ajustement structurel et de réduction de la pauvreté. Cette période s'était caractérisée par un affaiblissement de la réflexion stratégique en Afrique, et le NEPAD avait été la réponse de l'Afrique à ce défi. Le NEPAD avait apporté une vision du développement privilégiant la recherche de solutions régionales aux problèmes nationaux et combinant approches directives et approches participatives tout en rééquilibrant les rôles de l'État et du marché. Tout en ayant conscience qu'ils étaient confrontés à de nombreux problèmes de développement, les pays africains avaient fait du développement de l'agriculture et des infrastructures leur priorité fondamentale, en considérant l'équité entre hommes et femmes et la bonne gouvernance comme des questions transversales. Pour le NEPAD, l'intégration régionale était indispensable à la fourniture des services qu'il pouvait apporter aux pays, et les grandes priorités fondamentales devaient donc être «régionalisées» et être intégrées aux plans nationaux. Au nombre des innovations et des succès du NEPAD, on pouvait citer la mise en place du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs qui avait permis d'améliorer la gouvernance sur le continent, ainsi que les partenariats avec la société civile, le secteur privé et les partis d'opposition pour la définition des stratégies de développement. L'intervenant a reconnu que de nombreux problèmes demeuraient, dont l'instabilité politique et des problèmes de sécurité, une faible mobilisation et une gestion médiocre des ressources, l'incapacité de créer suffisamment d'emplois, en particulier pour les jeunes, une faible gouvernance des ressources naturelles, et l'incapacité, à l'échelle du continent, de créer une génération d'entrepreneurs africains capables de créer de la valeur ajoutée au sein des économies africaines à partir des vastes ressources naturelles du continent.

28. Au cours du débat qui a suivi, de nombreux représentants ont félicité le NEPAD de ses réalisations au cours de ses dix années d'existence. Résultat d'une initiative africaine en faveur du développement de l'Afrique, le NEPAD avait su surmonter un certain nombre d'obstacles au cours de ses premières années pour devenir une référence en matière de

réflexion sur le développement en Afrique. Plusieurs représentants ont souligné quelques-unes de ses réalisations: plus forte appropriation des politiques et des priorités par les Africains; Mécanisme africain d'évaluation par les pairs; regain d'intérêt pour le développement des infrastructures et de l'agriculture, illustré par l'adoption du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine, qui avait conduit à un accroissement des budgets nationaux alloués à l'agriculture; intégration des questions de parité dans la réflexion stratégique sur le développement; meilleure coordination des politiques au niveau régional; et mobilisation de ressources pour l'exécution de projets régionaux.

29. Quelques représentants ont dit que si le NEPAD avait obtenu des succès notables sur le terrain de la réflexion et de la planification stratégiques, les progrès en matière d'exécution de projets avaient été insuffisants et il faudrait redoubler d'efforts dans les années à venir. Ils ont instamment demandé que le NEPAD, en collaboration avec la CNUCED et d'autres acteurs compétents, participe plus activement à la promotion de projets visant à répondre à quelques-uns des problèmes les plus urgents pour le continent africain aujourd'hui; il pourrait, par exemple, aider: à enrayer le processus de désindustrialisation en Afrique; à encourager le retour des scientifiques et des techniciens africains expatriés; à promouvoir un type de croissance économique davantage créateur d'emplois pour réduire le niveau élevé de la pauvreté en Afrique; à améliorer la gestion de la rente des ressources naturelles et à veiller à ce que l'Afrique devienne le principal bénéficiaire de ses ressources naturelles moyennant, le cas échéant, la renégociation des contrats d'investissement excessivement favorables aux investisseurs au détriment des Africains; et à renforcer la mobilisation des ressources intérieures. Le NEPAD pouvait aussi idéalement faciliter un échange de meilleures pratiques pour l'exécution de projets et la conception de stratégies entre les pays africains.

C. Questions appelant une décision du Conseil, qui découlent des rapports et activités de ses organes subsidiaires ou qui s'y rattachent

(Point 3 a) de l'ordre du jour)

30. La soixante et unième session du Groupe de travail ayant été renvoyée à la période du 23 au 25 juillet 2012, le rapport du Groupe de travail sur cette session serait examiné à la session annuelle du Conseil en septembre.

31. À la 3^e séance plénière, un représentant a dit que certains documents mentionnés dans le projet d'ordre du jour provisoire de la soixante-deuxième session du Groupe de travail n'étaient pas encore disponibles sur le site de la CNUCED. Il a instamment demandé au secrétariat de publier la documentation en temps voulu pour que les groupes puissent préparer la réunion.

(Point 3 b) de l'ordre du jour)

32. Le Président a proposé que le Conseil demande au Bureau élargi d'établir et d'approuver les thèmes et les mandats des réunions d'experts et d'arrêter l'ordre du jour des sessions des commissions devant avoir lieu en novembre 2012. Une fois approuvés par le Bureau, les thèmes et les mandats seraient publiés dans un document du Conseil.

33. Compte tenu des divergences d'opinion de certains participants à propos des thèmes, le Président, à la 3^e séance plénière, a décidé de convoquer une reprise de la réunion pour débattre de ces questions.

34. À la 4^e séance plénière, deux membres du Conseil ont demandé que les délégations se réunissent de façon informelle pour proposer la date d'une réunion prochaine qui

permettrait de finaliser le choix du deuxième thème du deuxième cycle de réunions d'experts à session unique.

III. Questions d'organisation

A. Ouverture de la réunion

35. La cinquante-cinquième réunion directive du Conseil du commerce et du développement a été ouverte par M. Mothae Anthony Maruping, Président du Conseil.

B. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

(Point 1 de l'ordre du jour)

36. À sa séance plénière d'ouverture, le Conseil du commerce et du développement a adopté l'ordre du jour provisoire publié sous la cote TD/B/EX(55)/1; l'ordre du jour se lisait donc comme suit:

1. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
2. Activités de la CNUCED en faveur de l'Afrique.
3. Questions appelant une décision du Conseil, qui découlent des rapports et activités de ses organes subsidiaires ou qui s'y rattachent:
 - a) Rapport du Groupe de travail;
 - b) Thèmes des réunions d'experts pluriannuelles/à session unique.
4. Désignation d'organisations non gouvernementales aux fins de l'article 77 du Règlement intérieur du Conseil.
5. Questions diverses.
6. Rapport du Conseil sur sa cinquante-cinquième réunion directive.

C. Adoption du rapport

(Point 6 de l'ordre du jour)

37. Le Conseil du commerce et du développement a autorisé le Rapporteur à établir la version finale du rapport après la clôture de la réunion.

Annexe I

Projet d'ordre du jour provisoire de la soixante-deuxième session du Groupe de travail du cadre stratégique et du budget-programme

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
3. Examen des activités de coopération technique de la CNUCED et de leur financement.
4. Évaluation des activités de la CNUCED:
 - a) Évaluation des activités de la CNUCED: aperçu général;
 - b) Rapport d'évaluation du programme de la CNUCED relatif à la science et à la technologie au service du développement;
 - c) Rapport intérimaire sur l'application des recommandations issues de l'évaluation des activités de coopération technique de la CNUCED consacrées aux pays les moins avancés, aux pays en développement sans littoral, aux petits États insulaires en développement et aux autres petits pays économiquement et structurellement faibles et vulnérables.
5. Ordre du jour provisoire de la soixante-troisième session du Groupe de travail.
6. Questions diverses.
7. Adoption du rapport du Groupe de travail au Conseil du commerce et du développement.

Annexe II

I. Projet d'ordre du jour provisoire de la cinquante-neuvième session du Conseil du commerce et du développement

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux de la session.
3. Débat de haut niveau: Une croissance créatrice d'emplois pour réduire la pauvreté: Quels enseignements l'Afrique peut-elle tirer de l'expérience d'autres régions?
4. Interdépendance: Coordonner la relance de la croissance mondiale.
5. Contribution de la CNUCED à la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés (PMA): premier rapport d'activité.
6. Le développement économique en Afrique: Transformation structurelle et développement durable en Afrique.
7. Évolution du système commercial international et ses tendances dans une optique de développement.
8. Les stratégies de développement dans un monde interdépendant: Réduire les inégalités pour parvenir à un développement équilibré et durable.
9. L'investissement au service du développement: Vers une nouvelle génération de politiques de l'investissement pour une croissance équitable et un développement durable.
10. Contribution de la CNUCED à la mise en œuvre et au suivi des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet des Nations Unies organisées dans le domaine économique et social.
11. Activités de coopération technique:
 - a) Examen des activités de coopération technique de la CNUCED;
 - b) Rapport sur l'assistance de la CNUCED au peuple palestinien.
12. Questions appelant une décision du Conseil dans le cadre de la suite donnée à la treizième session de la Conférence.
13. Autres questions relatives au commerce et au développement:
 - a) Développement progressif du droit commercial international: quarante-cinquième rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international;
 - b) Rapport du Groupe consultatif commun du Centre du commerce international CNUCED/OMC.
14. Rapport du Groupe de travail du cadre stratégique et du budget-programme.
15. Questions institutionnelles, questions d'organisation, questions administratives et questions connexes:
 - a) Rapport du Président de l'Organe consultatif créé conformément au paragraphe 166 du Plan d'action de Bangkok sur la mise en œuvre de cours

de formation par le secrétariat en 2011-2012 et les incidences de ces cours;
désignation des membres de l'Organe consultatif pour 2013;

- b) Désignation d'organismes intergouvernementaux aux fins de l'article 76 du Règlement intérieur du Conseil;
 - c) Désignation d'organisations non gouvernementales aux fins de l'article 77 du Règlement intérieur du Conseil;
 - d) Examen du calendrier des réunions;
 - e) Composition du Groupe de travail en 2013;
 - f) Révision des listes d'États figurant dans l'annexe à la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale;
 - g) Incidences administratives et financières des décisions du Conseil.
- 16. Adoption du rapport sur la vérification des pouvoirs.
 - 17. Ordre du jour provisoire de la soixantième session du Conseil.
 - 18. Questions diverses.
 - 19. Adoption du rapport.

Annexe III

Participation*

1. Les États membres du Conseil du commerce et du développement ci-après étaient représentés à la réunion:

Afghanistan	Kazakhstan
Algérie	Kenya
Angola	Koweït
Arabie saoudite	Lesotho
Argentine	Libye
Autriche	Madagascar
Bélarus	Maldives
Belgique	Mali
Bénin	Malte
Brésil	Maroc
Burkina Faso	Maurice
Chili	Mauritanie
Chine	Mexique
Chypre	Mongolie
Congo	Mozambique
Côte d'Ivoire	Népal
Croatie	Niger
Égypte	Nigéria
El Salvador	Paraguay
Émirats arabes unis	Philippines
Équateur	Pologne
Estonie	Portugal
Éthiopie	Qatar
ex-République yougoslave de Macédoine	République centrafricaine
Finlande	République démocratique du Congo
Géorgie	République dominicaine
Ghana	Sénégal
Hongrie	Serbie
Îles Salomon	Singapour
Inde	Soudan
Indonésie	Suisse
Iran (République islamique d')	Tchad
Iraq	Thaïlande
Irlande	Viet Nam
Italie	Zambie
Japon	Zimbabwe
Jordanie	

* La liste des participants porte la cote TD/B/EX(55)/INF.1.

2. Les organismes intergouvernementaux ci-après étaient représentés à la réunion:
 Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
 Union africaine
 Union européenne.
3. L'Organisation mondiale du commerce était représentée à la réunion.
4. Les organes, organismes et institutions spécialisées des Nations Unies ci-après étaient représentés à la réunion:
 Centre du commerce international
 Commission économique pour l'Afrique
 Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
5. Les organisations non gouvernementales de la catégorie générale ci-après étaient représentées à la réunion:
 Centre international pour le commerce et le développement durable
 Consumer Unity and Trust Society
 Ingénieurs du monde
 Organisation camerounaise de promotion de la coopération économique internationale (OCAPROCE)
 Village Suisse ONG.
6. Les intervenants ci-après ont participé à la réunion:
 M. Ibrahim Mayaki, Administrateur de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD
 M^{me} Justina Dugbazah, Questions de parité, NEPAD
 M. Emmanuel Nnadozie, Directeur de la Division du développement économique et du NEPAD de la Commission économique pour l'Afrique
 M. Kamran Kousari, ancien Coordonnateur spécial pour l'Afrique, Division de l'Afrique, des pays les moins avancés et des programmes spéciaux de la CNUCED.
